

Direction Inspection Contrôle Audit
Affaire suivie par :

Courriel : [REDACTED]

Dijon, le 21 FEV. 2025

Le directeur général de l'agence régionale de santé
à

Monsieur le Directeur de l'AHBFC
Rue Justin et Claude PERCHOT
70160 ST REMY-EN-COMTE

RAR N° 2C 182 939 7396 3

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313- 13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS 700784788 - EHPAD CHANTEFONTAINE - JUSSEY

PJ : tableau des mesures définitives

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 24 octobre 2024, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux 5 prescriptions et 5 recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

J'accuse réception de votre réponse en date du 14 novembre 2024, ainsi que des pièces jointes à cette dernière.

A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à ma connaissance et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 24 octobre 2024, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures. Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par : [REDACTED] médico-social secteur « personnes âgées »,

à la direction territoriale de la Haute-Saône : [REDACTED] ainsi que [REDACTED]
[REDACTED] :

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

Copies à :

Monsieur le Directeur
700003759 - EHPAD CHANTEFONTAINE
PL DU CHAMP DE FOIRE
70500 JUSSEY

Monsieur le président
Conseil départemental de la Haute-Saône
Direction de la solidarité et de la santé publique
23 rue de la Préfecture
C.S. 20349
70006 VESOUL Cedex

Tableau des mesures définitives
Prescriptions

Date de mise à jour des mesures :

Affaire suivie par :

Documents :

Nom et établissement :

Adresse :

Code postal /

EHAD RESIDENCE CHANTERONTAINE

PLACE DU CHAMP DE FOIRE

70500

Commune :

JUSSEY

| N° | | Libellé | Fondement juridique | Délai | Eléments de preuves à fournir | Référence rapport ETP | Letré O/N/ Abandonné | Date de la levée | Observations |
|----|--|---|--|--------|--|-----------------------|----------------------|------------------|---|
| 1 | | Respecter la disponibilité de recrutement d'un temps de médecin coordonnateur 100% - en complémentarité pour être en conformité avec la capacité de l'établissement et proposer, dans l'intervalle, une disposition transitoire/alternative permettant de venir en soutien des équipes soignantes | Article D312-156 du CASP Article D312-157 du CASP Article D312-159-1 3° CASP | 6 mois | Actions mises en œuvre Publication d'offres d'emploi Contrat de travail Autres modalités d'intervention proposées | E4 | N | | La mission a pris connaissance de l'argumentaire et des éléments de preuve fournis par la structure. Des éléments concernant les actions mises en place notamment les alternatives vont pas être fournis. La prescription est modifiée et notifiée |
| 2 | | Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et adaptées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'AS (ETP ciblé) pour accompagner les résidents ; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources soignantes en lien avec l'ETP cible ; | Article L311-3 du CASP Article L311-3 II 4° du CASP Article D312-158-0 II du CASP Article L311-2 3 4 du CSP | 6 mois | Maquette organisationnelle révisée tableau des effectifs aux 01/06/2025 Plan d'actions faisant apparaître les différents leviers activité, les idées et les réalisations pour recruter les ETP manquants et stabiliser le personnel | E3 | N | | la mission a pris connaissance de l'argumentaire et des différents documents, la prescription est modifiée et notifiée |
| 3 | | Demande à l'ensemble des personnels infirmiers en poste de l'inscrire ou de renouveler leur inscription à l'ordre infirmier et s'assurer de l'effectivité de cette inscription. | Article L4311-15 du CSP | 1 mois | Liste des infirmiers en poste au 01/03/2024 N° d'inscription et preuve de leur inscription à l'ordre infirmier | E5 | O | 10/01/2025 | La mission a pris connaissance des éléments fournis par la structure et de son argumentaire elle sensibilise la structure sur la nécessité de l'assurer de l'inscription à l'ordre pour tous embauchés de personnel IDE. La prescription n'est pas notifiée |
| 4 | | Intégrer dans un document un volet privant les obligations des salariés en matière de signalement de mauvais traitements ou de violations et leur protection quand la témoignent de mauvais traitements ou violations infligés à une personne accueillie ou résident de tels agissements. | Article M34-3 du CPP Article L311-24 du CASP | 6 mois | Document mentionnant les dispositions réglementaires relatives aux obligations des salariés en matière de signalement et à leur protection | E2 | O | 01/01/2025 | la mission a pris connaissance des documents transmis et de l'argumentaire. le règlement intérieur ne mentionne pas la protection des salariés quand la témoignent de mauvais traitements ou violations infligés à une personne accueillie ou résident de tels agissements mais le règlement de fonctionnement mentionne cette protection. La prescription n'est pas notifiée |
| | | | Article D312-156-5 du CASP | 3 mois | Délégation de pouvoir et signatures révisée | E1 | O | 06/01/2025 | la mission a pris acte des documents transmis |

Tableau des mesures définies
Recommandations

| | | | |
|--|--|---|--|
| Date de mise à jour des mesures : 10/01/2025 | | Nom établissement : EHPAD RESIDENCE CHANTERFONTAINE | |
| Affaire suivie par : [REDACTED] | | Adresse : PLACE DU CHAMP DE FOIRE | |
| | | Code postal : 70500 | |
| | | Commune : [REDACTED] | |

| Recommandations | | | | | |
|-----------------|---|---|--|-----------------------|-----------------------|
| Nb | 4 | Libellé | Référentiel de bonnes pratiques | Référence rapport [1] | Levée O/N/ Abandonnée |
| 1 | | Assurer la continuité effective en formalisant un protocole et des plannings d'astreinte diffusés au personnel. | BBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008 | R3 | O |
| 2 | | Elaborer une procédure formalisée permettant de répondre à l'absentéisme de personnels au sein de l'établissement : - pour les absences programmées d'une part ; - et pour les absences non programmées d'autre part. | | R5 | O |
| 3 | | Elaborer une fiche de poste pour la fonction de direction en prenant en compte les recommandations de bonnes pratiques de l'ANESM/HAS. | BBPP : bientraitance : définitions et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008, partie 2 p.25. | R1 | O |
| 4 | | Organiser de manière efficiente la circulation optimale des décisions et informations significatives prises par la direction, auprès des personnels. | BBPP bientraitance : définition et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008 | R2 | O |
| 5 | | Formaliser et mettre en œuvre une procédure d'admission et d'accueil pour les nouveaux professionnels afin de faciliter leur intégration et leur adaptation à la population accueillie au sein de l'EHPAD. | BBPP mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées, HAS, 2008 | R4 | N |

| Observations | | | | | |
|--------------|--|--|--|--|---|
| | | | | | la mission a pris acte des documents transmis par la structure. La recommandation est levée, toutefois elle encourage la structure à mettre à jour le règlement intérieur qui date de 2015. |
| | | | | | La mission a pris connaissance des documents; La recommandation est levée |
| | | | | | La mission a pris connaissance de l'argumentaire, la mission sensibilise la structure sur la concordance entre la fiche de poste et la nouvelle délégation de pouvoir de la directrice. |
| | | | | | La mission a pris connaissance des documents, La recommandation est levée |